

## RENÉ RÉMOND

Mon commentaire sera celui d'un historien porté par métier à inscrire les faits contemporains dans la durée et attentif à démêler les parts respectives de l'ancien et du nouveau. Ce tour d'esprit s'appliquera à la mondialisation, terme que je préfère à celui de globalisation plus vague, parce qu'il a l'avantage par la référence à la dimension géographique de mettre en évidence ce qui est le trait caractéristique majeur du phénomène, à savoir la dimension planétaire.

L'existence de relations entre les continents ne date pas d'aujourd'hui. On peut dater les débuts de la mondialisation des grandes découvertes: c'est alors que les différentes fractions de l'espèce humaine qui s'ignoraient jusque là ont découvert leur existence respective. L'humanité a vécu une première expérience de mondialisation avec les empires coloniaux. C'est dans le cadre du régime colonial que nos sociétés ont connu pour la première fois le problème des inégalités entre les peuples avec toutes leurs conséquences. Si donc la mondialisation ne date pas d'aujourd'hui, elle a néanmoins quelque chose de radicalement neuf qui résulte de la conjonction de deux phénomènes. D'une part la fin du régime colonial avec la dislocation des empires, l'accession à l'indépendance des peuples jusque là soumis à une domination étrangère et la substitution de rapports d'égalité juridique à la division antérieure entre États dominateurs et peuples assujettis. Le second phénomène est l'effet de révolutions de nature technique qui ont entraîné la contraction des distances, la réduction des délais, la suppression de l'espace et l'effacement du temps. Aujourd'hui toutes les parties du monde vivent dans une relation de simultanéité. Les conditions nouvelles de communications assurent la libre circulation des biens, des hommes, des informations, des idées, des croyances, des cultures. Nous vivons aujourd'hui dans un monde dont

toutes les parties sont dans une interdépendance réciproque. Mais si le monde est ainsi unifié, il n'est pas pour autant homogène. Bien au contraire: la mondialisation révèle les différences, exaspère les particularismes, car les inégalités sont perçues comme des injustices.

On n'avait pas attendu les dernières décennies pour s'interroger sur la légitimité de ces inégalités. L'interrogation est beaucoup plus ancienne que ne l'indique la communication que nous avons entendue, parce que celle-ci ne traitait guère que des États-Unis. Or c'est naturellement dans les pays qui avaient été les pionniers de la colonisation que la réflexion s'est d'abord saisie de la question. Ainsi en France, dès les années trente des penseurs chrétiens se posent sérieusement la question de la légitimité du droit de colonisation et réfléchissent aux devoirs que celle-ci crée aux colonisateurs. Ce problème a par exemple été évoqué dans des sessions tenues par les Semaines sociales de France avant même la seconde guerre mondiale. C'est un Français, Alfred Sauvy, qui propose en 1950 le concept de tiers-monde pour désigner l'ensemble des peuples soumis à la domination de l'un ou l'autre des deux blocs affrontés dans la guerre froide. Si ce terme n'est plus pertinent aujourd'hui, si le concept peut être jugé dépassé pour céder la place à une pluralité de mondes, son émergence a marqué une étape importante dans la prise de conscience et le développement de la pensée sur ce problème. Des économistes, dont François Perroux est peut-être le plus connu, insistent sur les responsabilités de l'Europe à l'égard de ses anciennes colonies, plaident pour une Europe sans rivage et mettent en garde contre la tentation d'un égoïsme continental. Alertée dès les années 1950 par les problèmes de la faim dans le monde, l'opinion européenne raisonne déjà dans une perspective planétaire, les énergies se mobilisent pour lutter contre ce fléau: les Églises d'Europe suscitent un mouvement d'action qui se traduit en France par la création du Comité catholique contre la faim et pour le développement, en Allemagne de Misereor. Ces écrits, ces campagnes d'action avaient ainsi disposé depuis longtemps déjà en Europe un large socle pour une solidarité active et constitué un corpus de réflexions antérieur aux formes les plus récentes de la mondialisation.

Cette réflexion n'est pas restée purement théorique: elle a dicté des choix politiques. C'est ainsi que la France a fait prendre en considération par ses partenaires de la construction européenne les intérêts de ses anciennes colonies. Cet impératif de solidarité a trouvé sa traduction dans les accords dits de Lomé, régulièrement reconduits et étendus à quelque soixante-dix pays dans les accords dits ACP. La détermination de la

Commission européenne à préserver les intérêts et les droits des pays émergents à l'encontre des Etats-Unis attachés à la suppression de toute protection a été un élément décisif de l'échec de la Conférence tenue à Seattle. C'est dire l'actualité du débat.

Le thème de notre session m'inspire une réflexion d'une nature toute différente et que je crois tout à fait fondamentale. Elle concerne une question proprement philosophique et qui est comme un préalable à tous nos débats. Nos travaux sur les enjeux éthiques de la mondialisation n'ont en effet de sens et de raison d'être que si l'homme dispose d'un certain pouvoir sur le cours de l'histoire et si nous croyons qu'il a quelques possibilités de l'infléchir dans le sens qui lui paraît souhaitable. Si au contraire la volonté humaine ne dispose d'aucune marge de jeu, si l'histoire est programmée à l'avance, si l'homme est réduit à la subir et si la fatalité est le dernier mot de l'existence humaine, toutes nos discussions normatives sont vaines.

Or de nombreux systèmes philosophiques postulent le déterminisme de l'histoire ou dissuadent l'homme d'intervenir. Ainsi, pour le libéralisme, l'intervention de l'État dans l'économie ne ferait que dérégler ses mécanismes et déranger l'ordre des choses: la doctrine fait davantage confiance aux données qui échappent à la volonté humaine qu'aux choix opérés pour des raisons philosophiques ou morales. Quant au marxisme, même si les partis politiques qui procèdent de sa vision du monde ont porté au plus haut degré le militantisme et l'engagement, il n'en désigne pas moins l'avènement d'une société sans classe comme l'aboutissement inéluctable du cours de l'histoire.

Le volontarisme que postule toute réflexion sur les normes à respecter et la confiance dans la possibilité pour l'homme de relever les défis de la mondialisation ne seraient-ils qu'illusion?

A cette question, j'opposerai l'affirmation toute récente de Jean-Paul II, lors de la célébration des fêtes pascales: "Redécouvrez que le monde n'est plus esclave d'événements inéluctables: la paix est possible". Cette profession de foi concernait essentiellement dans l'esprit du Pape les rapports entre les peuples et la possibilité d'exorciser la guerre, mais elle s'applique aussi bien au rapport de l'homme avec l'économie.

En tout état de cause on ne saurait esquiver cette question capitale: quelle idée de l'homme et quelle vision de l'histoire nous propose le christianisme?